



marché, château, lampadaires, journal municipal...

grogne ou réveil citoyen?







Organise vos réceptions Livraison ou mise à disposition dans nos locaux de buffets créoles et de buffets campagnards. 8, rue Lavoisier • 77330 Ozoir-la-Ferrière Tel. 01 60 02 89 92 • 01 64 40 11 28 See 01.60.02.55.06 omail tropiques differior Orientation for

J.M. Floro

Pétition contre la construction de l'immeuble du marché, pétition en faveur de l'achat du château par la commune, renvoi du journal municipal en mairie, interrogations à propos des nouveaux lampadaires et panneaux d'affichage... des Ozoiriens marquent, en ce printemps 2006, leur désaccord avec certaines décisions du maire. Même la réfection des trottoirs ne semble pas emporter l'adhésion de tous... (p. 6 et 7)

#### veto électoral

e document de quatre pages ré-**\_**cemment distribué par le Sietom dans les boîtes à lettres ozoiriennes (1) montre à quel point notre ville est aujourd'hui isolée sur le devenir de la nouvelle usine du pont de Belle-Croix. Que les représentants de quarante communes prennent l'initiative de publier un texte aussi critique à l'égard de M. Oneto est d'autant plus significatif que ces collectivités locales sont majoritairement gérées par des élus de droite. Il ne s'agit donc pas d'un montage politique.

On connaît les raisons du conflit : elles ont été longuement exposées et analysées dans de précédents numeros de «Ricochets» (2).

L'élément nouveau est la proposition faite par la mairie d'Ozoir d'un terrain de remplacement susceptible d'accueillir l'usine de traitement de nos ordures ménagères. Cette initiative - a priori intéressante - est très vite apparue aux yeux des communes adhérentes au Sietom comme n'ayant d'autre objectif que de bloquer le dossier durant quelques mois. Pourquoi cette volonté de la part du maire d'Ozoir?

«Si l'usine entrait en fonctionnement avant les prochaines élections municipales, l'absence de nuisances constatée conduirait ses administrés à s'interroger sur les raisons qui ont amené M. Oneto à refuser d'accorder le permis de construire», résume-t-on au Sietom. «Peut-être comprendraientils alors qu'il a choisi de sacrifier l'intérêt collectif sur l'autel de ses ambitions

C'est clair, nos voisins n'apprécient pas d'avoir à payer les pénalités engendrées par le «veto électoral» du maire d'Ozoir-la-Ferrière.

JEAN-LOUIS SOULIÉ

(1) Syndicat intercommunal chargé de la gestion de nos ordures ménagères. (2) Pour en savoir plus on peut se rendre sur le site internet de l'association «Paroles d'Ozoir» : http://parolesdozoir.free.fr (rubrique documents inédits).

## à deux pas d'Ozoir, une ferme biologique

Anthelme Brillat-Savarin, le prince des gastronomes français, disait qu'il fallait «que les choses aient le goût de ce qu'elles sont». Plus près de nous, Jean-Pierre Coffe, s'indigne de ce que «l'on nous vend de la merde»! Ce n'est pas toujours le cas, heureusement, mais ça arrive quelquefois. Trop de fois. Et puis il y a près de chez nous un autre personnage qui, sans tambour ni trompette, fait dans le biologique depuis trente ans. Nous sommes allés à sa rencontre.



acques Frings est le propriétaire des Uvergers de Cossigny. Une exploitation de soixante hectares. Cinq sont en vergers, deux en légumes et le reste en céréales. Une oasis dans un océan de culture intensive marquée par l'usage souvent abusif des engrais chimiques, des fongicides et des pesticides afin d'accroître toujours plus les rendements. Face à l'océan des très gros producteurs de la Brie qui l'entourent, la ferme de Jacques Frings prend, dans ces conditions environnementales, des allures de village fortifié par des irréductibles Gaulois. Jacques Frings est tombé dans la marmite biologique il y a trente ans. L'idée vient de son père. C'est dire que nous avons affaire (lire la suite en page 10)

## les tribulations de la résidence pour personnes âgées

Il y a vingt ans s'ouvrait la Résidence pour Personnes Âgées d'Ozoir (R.P.A.). Objectif : assurer aux personnes valides des conditions de vie et d'hébergement de qualité. Elle connaît aujourd'hui des difficultés en raison, notamment, de la perte d'autonomie de ses résidents...

Confiée à l'Association pour l'Amélioration des Conditions d'Hébergement des Anciens (AACHA), la gestion de cette résidence créée en 1986 ne devait poser, au début, aucun problème particulier. Les soixante-treize chambres ou studios ouverts seraient occupés par des résidents autonomes. Mais, peu à peu, les conditions d'accueil cessèrent d'être adaptées aux besoins d'une population en perte d'autonomie. Un certain laxisme, des agissements indélicats - qui entraîneront des poursuites judiciaires - mirent en difficulté financière l'AACHA dont le conseil d'administration finit par démissionner collectivement il y a six ans.

Qui allait prendre la relève? Un gestionnaire associatif, l'AFTAM, se proposa. Il acceptait de reprendre une partie du passif à la condition que l'on s'achemine vers une médicalisation, au moins partielle, des lieux. L'espoir d'une évolution positive renaissait...

Las, trop d'atermoiements, trop de mauvaise volonté de la part d'Espace Habitat, qui veut récupérer les bâtiments pour un autre usage, ont conduit l'AFTAM à jeter l'éponge. (1)

#### La ville s'engage

Fin mars, la Ville s'est donc trouvée au pied du mur, avec une question: faut-il (lire la suite en page 5)





www.cucinelube.it (entre Caisse d'Epargne et BNP)

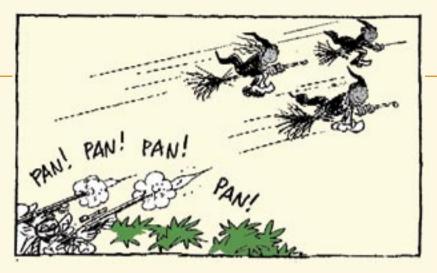
au contemporain à partir de

du classique

Casa

77330 OZOIR-LA-FERRIERE

01 60 34 55 55



## ouverture de la chasse aux enfants (30 juin)

eux élèves d'Ozoir qui avaient fait une demande de titre de séjour au motif de leur « vie privée et familiale » ont reçu, en guise de réponse, une « invitation à quitter le territoire » à la fin de l'année scolaire. Quoique d'origines différentes, toutes deux sont orphelines de père, toutes deux ont été recueillies par leur famille de nationalité française, toutes deux ont vécu leur adolescence à Ozoir. Mais à l'âge où on devrait avoir encore le droit d'être insouciant, de sortir avec des copains, de tchatcher sur internet, et d'écouter de la musique, elles n'ont qu'une préoccupation : éviter l'expulsion. Elles souhaitent continuer leurs études, devenir productives pour ce pays qui se dit d'accueil... Pas question! Pas question de partir en vacances, encore moins de retourner au pays pendant quelques semaines.

Pas question d'envisager un apprentissage en alternance, ni de gagner un peu d'argent pendant les vacances.

Les sorties sont problématiques, se faire soigner aussi, sans parler de l'ouverture d'un compte dans certaines banques.

Tout cela parce qu'un ministre a décidé que les étrangers étaient indésirables et qu'il fallait « faire du chiffre ». Au point qu'un préfet s'inquiétait récemment en ces termes : « Il m'en manque encore trente-quatre pour atteindre le nombre requis. Je ne parviens pas à les avoir, je me demande comment je vais m'y prendre ». Des recteurs d'académie lancent, comme du temps de Vichy, des recensements d'enfants immigrés en situation irrégulière dans les établissements scolaires.

Quand les camarades de classe des deux jeunes élèves d'Ozoir ont appris le contenu de la lettre du préfet ils se sont émus, ont lancé des pétitions, ont rassemblé près de 1800 signatures. Ils se sont déplacés en rassemblement devant la préfecture, ont été reçus en délégation. Des enseignants, élèves, voisins, ont formé un comité de soutien, comme tant d'autres qui constituent le « Réseau Education Sans Frontières » (RESF) sur la Seine-et-Marne et dans toute la France. Ce comité est ouvert, vous pouvez le rejoindre par l'intermédiaire de Ricochets. Seule la solidarité pourra avoir raison de cette injustice.

Vous pouvez, vous aussi, appuyer cette démarche en signant la pétition de soutien. Contact : Marie-Do. Frontini, RESF, 15 rue Danton, 77330 Ozoir-la-Ferrière. E-mail : marie-do.frontini@wanadoo.fr



## Ricochets

n°22: Juin - Juillet - Août 2006

Journal trimestriel édité par «Paroles
d'Ozoir» (Pdt: Claude Le Bihan). 6, rue Jules
Renard, 77330 Ozoir-la-Ferrière.

Directeur de la publication: Michel Lis.

Rédacteur en chef : Jean-Louis Soulié. Photos : Michel Kafka et J.-L. Soulié. Publicité : Christiane Laurent. Promotion : Monique Le Cazoulat. Numéro ISSN: 1630-3806.

N° Commission paritaire: 1007 G 82272
Imprimerie: 2 GCA à Roissy-en-Brie.
Dépot légal: juin 2006.
Le numéro: 2 euros.

Abonnement (10 numeros): 20 euros. Renseignements: 01.64.40.39.38. E-mail: isamona@wanadoo.fr Site: http://parolesdozoir.free.fr

#### Ont contribué à la réalisation de ce numéro:

Gérard Amiel, Christiane Bachelier, Monique Bellas, Loïc Billard, François Carbonel, Anne-Claire Darré, Béatrice Demange, Jacques Nedel, Loïc Griveau, Hubert Grofilet, Christiane Laurent, Jean-Pierre Le Cazoulat, Esther Lude, Jean-Claude Morançais, Claudine Poger, Isabelle Monin-Soulié, Françoise Naret, Jean-Louis Soulié.

## courrier

## hommes enchaînés

a France est le premier pays à considérer et à inscrire dans la loi la reconnaissance de l'escla-■vage comme crime contre l'humanité. Après 158 ans de silence, nous célébrerons désormais, le 10 mai de chaque année, l'abolition de l'esclavage. La traite des esclaves est une des tragédies majeures dans l'histoire des êtres humains. C'est un héritage douloureux et difficile à vivre pour les descendants de ceux qui s'y sont livrés et qui ne doivent pas oublier les combats menés contre l'asservissement. Car si cette journée du 10 mai est une grande avancée, il existe aujourd'hui encore des hommes, des femmes et des enfants qui vivent en esclavage. Des hommes qui travaillent dans des conditions indignes, des hommes et des femmes contraints à se prostituer pour survivre, des enfants qui, eux aussi, se prostituent où accomplissent, sous la menace, des tâches bien trop lourdes pour eux. Tout cela est d'actualité. Se réjouir que notre pays ait été l'un des tout premiers à proclamer les droits de l'homme est une chose. La journée du 10 mai permet, par sa commémoration, de montrer que nous sommes prêts à assumer toutes les conséquences des principes auxquels nous nous référons.

MONIQUE GRALL

## Révélateur

n dit des lapsus qu'ils sont révélateurs d'obsessions ou d'idées fixes. Le maire en a fait un beau, le 30 avril, lors de la journée des Déportés. Il a parlé de la nécessité de «combattre sans relâche l'opposition».

Il s'est aussitôt repris : il voulait dire «combattre sans relâche l'oppression».

M. Oneto serait-il oppressé par son opposition?

Louis Graffard

## terminé!

Finis les mots qui plaisent ou qui déplaisent, Finies les allusions, les trompe-l'œil en catimini

Tout a une fin.

et le reste,

J'envisage d'autres amours, d'autres horizons, d'autres abordages.

Reste le souvenir des coquins, des coquines, des bons copains en jazz, en recettes finaudes et en calembours...

Reverrai-je Françoise-cuisine, Isa-taupe, Odile-d'Amour, Gérald-Irish, J.-L.S., Monique, Claude et toutes celles et ceux que je n'ai pas approché(e)s de près.

Que sont mes amis devenus? Eux que j'avais de si près connus... Les revoir, bien sûr.

Mort en écriture journalistique mais pas mort en écriture. À la revoyure.

Gur Touitou

## visite

epuis quelques années, dans le cadre de l'association PLAN, je parraine un petit Emmanuel, enfant du Ghana. Il a 12 ans. J'ai pu recevoir des photos, échanger des lettres avec lui (...) Ce mode d'échange me laissant sur ma faim, j'ai eu envie d'aller lui rendre visite (...)

Après quelques hésitations, nous finissons par nous arrêter au bord de la route, près d'un hameau d'une dizaine de petites maisons (...) Des bancs sont préparés en carré, on me dit de m'asseoir et je comprends : on est arrivés, c'est SA maison. Immédiatement, il y a une cinquantaine de personnes autour de moi, et quand je me retourne, il est là et me souffle «l'm Emmanuel».(...)

Les accompagnateurs demandent aux gens de nous laisser seuls avec la famille, ce qui fait au moins vingt personnes. On apporte des noix de coco jeunes, à la pulpe si tendre, au jus abondant et rafraîchissant. (...) J'offre mes cadeaux, le ballon, le maillot de foot et les feutres. Emma, un peu moins intimidé, me dit «I want to go with you to Paris». Je réponds qu'il y fait froid, c'est tout ce que je trouve. (...)

J'ai amené aussi un gros sac de riz, et de l'huile... C'est bientôt la fête de Pâques.(...)

Les parents sont intimidés, ils me remercient longuement en me serrant les deux mains. Ils m'offrent une statuette en bois pour que je me souvienne d'eux. Je n'oublierai jamais ce moment...

On monte dans les voitures, on remet la clim en route, quelques adieux par la fenêtre, ils restent là, et moi je pars...

Loïc BILLARD

Parrainer un enfant ... pour changer sa vie, et la vôtre. Association d'intérêt général contact sur www.plan-international.asso.fr

# sans augmentation des taux

Le jugement du tribunal de Melun qui contraint M. Oneto à donner la parole aux élus minoritaires dans Ozoir Magazine (et le leitmotiv du maire à propos des taux d'imposition des impôts locaux) m'ont inspiré ce petit poème...

Trois ans de bataille pour réparer un préjudice Le tribunal nous a enfin rendu justice

Sans augmentation des taux!

Le droit d'expression nouveau est arrivé Aussi s'apprêtait-on à venir le goûter

Sans augmentation des taux!

On s'attendait, tous, à une place adaptée La loi serait ainsi enfin bien respectée

Sans augmentation des taux!

Nenni, faudra se contenter de centimètres carrés Sans augmentation des taux!

De quoi nous plaignons-nous Puisque les taux n'ont pas augmenté?

Sauf que la hausse de 2002 Se répercute depuis cinq ans...

Sans augmentation des taux? Mon œil...

JEAN-PIERRE LE CAZOULAT

**Portrait** 

# les gens

## le resto de Coluche: le cœur a ses raisons...

Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas. Paraît-il. Les Restos du Cœur, dont M. Guy Tatry est le responsable à Ozoir-la-Ferrière depuis 1997, ont malheureusement des raisons raisonnables d'exister. Des raisons objectives qui tiennent en un seul mot : la précarité.

« Nous procédons au préalable à une inscription basée sur divers critères : logement, revenus globaux, charges, composition de la famille, etc. Ce qui nous permet de dégager un reste à vivre ... ». Un reste à vivre ? Ou à mourir ? Terrible formulation qui couvre l'inacceptable d'un voile pudique et respectueux. Coluche espérait provisoire, momentanée, cette anormalité insupportable qui consiste à avoir, dans l'un des pays les plus riches au monde, des gens qui ont faim.

« Du 6 décembre 2005 au 31 mars dernier, à raison de deux matinées par semaine, nous avons servi environ 19000 repas à 102 familles. Soit 6 % de plus que lors de la précédente campagne. Un tiers de ces gens vivent seuls ou forment des familles monoparentales. Beaucoup de jeunes.... » Les repas servis par les bénévoles des Restos du Cœur visent à compenser les carences alimentaires : protides + accompagne-

ments (légumes) + produits laitiers (fromages etc.) et desserts. L'approvisionnement est centralisé et financé au plan national. En Seine-et-Marne, sur 832 bénévoles répartis dans 32 centres comme celui d'Ozoir, il n'existe qu'une seule personne salariée. Ce qui montre que l'argent des dons va en priorité aux personnes en difficulté.

Mais il existe une autre dimension à l'action de ces bénévoles. Moins connue. Moins médiatique. « Nous sommes évidemment prêts à dépanner tous ceux qui frappent à la porte. Mais nous savons que bien des personnes viennent chercher chez nous plus que de la nourriture. De la chaleur humaine, des conseils que les pouvoirs publics ne leur donnent pas, ou qu'ils ne sollicitent pas, car ils sont découragés ou perdus ou illettrés, ou sans papiers, ou tout ça à la fois. Nous ne voulons pas faire de l'assistanat. Seulement les aider à mettre le pied à l'étrier. Sur le



surendettement, par exemple, nous les aidons à ficeler leurs dossiers. Nous sommes heureux quand nous parvenons à leur sortir la tête de l'eau. Mais nous refusons d'aller sur les brisées des travailleurs sociaux. »

« Les pauvres encore plus pauvres ». C'est le titre du rapport 2004 du Secours Catholique. « La pauvreté s'enracine en France » estiment les bénévoles de cette association caritative qui agit dans notre commune. Mais tout n'est pas forcément triste. Les gros actionnaires d'Arcelor ont vu leurs actions progresser de + 85 % de 2005 à 2006. Ceux de la BNP, de + 30 %, et ceux de la Société Générale de + 36 %. Ça en fait des pots de caviar en hors-d'œuvre!

JEAN-CLAUDE MORANÇAIS

## bon plan

«Quand je donne à manger

demande pourquoi il y a des

Archevêque de Recife (Brésil)

Dom Elder Camara,

à un pauvre, ils disent de moi: c'est un saint. Quand je

c'est un communiste».

## au bonheur du chien, du chat et du maître loin de chez lui...

Chez les Langonel, tout se met en place pour un petit week-end inopiné. Il n'y a plus qu'à caser Médor pour trois jours. Mais là, aïe, grain de sable. Les amis chez qui le toutou a ses habitudes de squat occasionnel sont aussi de sortie...

**B**on, pas de panique. Pages jaunes, internet et... miracle : quelques tâtonnements plus tard, une page sur l'écran affiche : «4 Pat' sitting. Fini le casse-tête si vous devez vous absenter, sans que votre petit compagnon en souffre. Pendant vos absences, vacances, week-ends, déplacements professionnels, hospitalisation. Faites appel à une professionnelle. Interventions à domicile 7 jours sur 7. » Et l'adresse est à Ozoir-la-Ferrière! Rendez-vous, rencontre à domicile chez les Langonel. La charmante dame de chez

«4 pat'sitting» s'appelle Nicole Grassi. Les animaux, bien sûr qu'elle les apprécie. Mais elle ne fait pas de grand numéro théâtral. Non, elle pose tranquillement des questions : ses habitudes, ce qu'il mange, comment il faut le promener, s'il aime les câlins... Elle observe Médor, le laisse venir à elle de son propre chef avant de se permettre une caresse lorsqu'elle devient clairement sollicitée. Revient du regard vers les maîtres tout en poursuivant avec les mains le câlin-prise de contact: « À quels horaires voudriez-vous

que je passe ? Pour des balades

de combien de temps? ». Premier principe à accepter: la confiance réciproque. D'un côté on laisse ses clés, sa maison et un paiement d'avance. De l'autre Nicole Grassi endosse durant une journée, plusieurs jours, voire plusieurs semaines, la responsabilité d'un animal qu'elle connaît

Le fameux week-end arrive et Médor, douillettement resté chez lui, est traité comme un prince : deux balades par jour, repas, lancer de baballe dans le jardin, petite caresse pour la route jusqu'à la prochaine visite, et jusqu'au retour des maîtres adorés...

C'est sur un salon des entrepreneurs que Nicole Grassi a découvert le métier de «dog sitter». Séduite, elle conduit elle-même son étude de marché et suit une formation, centrée sur la santé animale et les soins pratiques aux animaux de compagnie. Daisy, une dame résidant seule en compagnie de son chat Tom, témoigne : « Je n'avais pas pu partir en vacances depuis deux ans. "4 pat'sitting" a été pour moi une aubaine. Lorsque je suis rentrée, mon chat était en pleine forme. En prime, madame Grassi avait arrosé mes plantes et rentré mon courrier. Et j'avais un compte rendu écrit détaillé et quotidien des quinze jours de visites.»

FRANÇOIS CARBONEL

4 pat' sitting : 01 64 40 30 11. Site web : http://4patsitting.free.fr

#### modèle

## Irish handicap

Y a-t-il davantage de personnes handicapées en Irlande qu'en France? Sans doute pas, mais dans ce pays tout est vraiment pensé pour leur faciliter la vie.

a voirie d'abord, étudiée pour leur permettre de circuler. Pas un trottoir qui ne se termine en pente douce à chaque carrefour. Partout des petits ronds en relief préviennent les malvoyants qu'ils sont à une intersection. Bien entendu les feux sont munis de boîtiers équipés de systèmes sonores permettant de les localiser et

d'attendre en toute sécurité. Quand le signal sonore change, il avertit que le moment de traverser est venu. Souvent, le boîtier est équipé d'un système tactile

qui pulse diffé-

remment selon que le passage est autorisé ou non. Ceci pour les mal voyants dotés d'une mauvaise ouïe. Les transports publics quant à

eux sont étudiés pour que chacun puisse y avoir accès. Nombre de bus possèdent un système de rampe rétractable permettant de monter en fauteuil roulant et, à l'intérieur du véhicule, une place est réservée pour accueillir la personne qui ne peut se déplacer autrement qu'assise. Pas un lieu public sans rampes, ascenseurs, toilettes aménagés au rezde-chaussée. J'ai vu récemment un ancien bâtiment rénové avec un petit ascenseur extérieur à côté du vieux perron de quelques marches. Tous ces dispositifs ne sont pas récents, car le souci du handicap est ancré dans les préoccupations politiques depuis des années. Dans la bibliothèque de la petite ville où j'habite, un grand rayon propose des livres imprimés en gros caractères, ou enregistrés. L'emprunt est gratuit. Tout comme l'inscription. Cette



En Irlande, pas un passage piéton sans les petits boitîers équipés d'un système sonore réservé aux aveugles et personnes mal-voyantes.

même bibliothèque - elle fait partie d'un réseau - met à disposition du public huit ordinateurs pour un accès à Internet. Toujours gratuitement. Ces quelques exemples le montrent, le handicap est ici beaucoup mieux pris en charge et moins tabou que chez nous. Dans les parcs où vont jouer les enfants, je rencontre régulièrement des adultes accompagnant des petits en fauteuil roulant. Il arrive qu'ils leur fassent faire de la balançoire...

Un détail qui ne trompe pas : je n'ai jamais vu une place de parking réservée aux handicapés occupée abusivement par le véhicule d'une personne valide.

ANNE-CLAIRE DARRÉ.

# politique

#### point de vue

## explosif...

Le budget alloué à sa communication par M. le Maire est sur le point d'exploser. Ne va-t-on pas embaucher un nouveau « communicant » qui sera placé sous les ordres du chargé-de-communication-en-chef afin que celui-ci puisse se consacrer à la campagne politique de son patron lors des prochaines élections municipales? Cette inflation communicante est d'autant plus choquante qu'elle se paie directement sur la bête et ne profite qu'à quelques uns. Que 3 à 400 repas soient offerts, chaque année, aux amis politiques (ou supposés tels) de M. Oneto, voilà qui est déjà étonnant. Mais quand on sait que ces rencontres servent à faire passer des messages non contrôlés à une assistance qui n'a pas les moyens de vérifier les dires des intervenants, on en arrive à la conclusion que la politique locale relève du domaine de la prestidigitation.

Aussi me semble-t-il utile, en tant qu'ancien adjoint d'un homme qui trahit chaque jour ses engagements, d'apporter quelques précisions à mes concitoyens...

En 1999, une pétition hostile à toute construction d'immeuble sur la place du Marché récoltait près de 3500 signatures. Elle avait l'appui de M. Oneto (élu de l'opposition) et de son groupe « Horizon 2000 ». Durant la campagne électorale, nous avions confirmé notre refus de tout projet urbanistique et proposé un parking paysager. Aussi fûmes-nous un certain nombre a découvrir, stupéfaits, le Projet de Ville présenté en juin 2002 par M. le Maire quelques mois après son élection. L'urbanisation de la place du Marché était relancée.

La municipalité semblait toutefois laisser une ouverture puisque figurait, à côté du projet d'immeuble, un second projet purement paysager. « Notre choix sera celui des Ozoiriens » déclara alors le maire. Confiants, les habitants plébiscitèrent le parking paysager à près de 90%. Qu'advint-il ? «Pschitt», le dossier sur lequel figuraient leurs avis disparut. «Égaré» affirma-t-on en mairie. Voilà comment nous héritons aujourd'hui d'un immeuble non voulu qui va générer d'intéressants problèmes de stationnement. Quant à l'avenir de notre marché, deman-

dez aux commerçants ce qu'ils en pensent...

Le 15 décembre 2000, la Région approuvait le Plan de Déplacements Urbains. L'une des directives de ce PDU était que les collectivités locales devaient prendre des mesures pour que l'espace public ne soit plus exclusivement réservé aux voitures mais que les piétons et les deux roues retrouvent une place raisonnable. Aujourd'hui, la réfection de nos trottoirs s'accomplit au mépris total de ces directives. Dans l'Archevêché, rue Mellerio et rue de la Clairière, les trottoirs viennent d'y être refaits : ils ne servent pratiquement plus à rien. Quant au coût de ces travaux (plus de deux millions d'euros) il est provisoire. Que n'a-t-on profité en effet de cette réfection des rues pour enfouir le réseau électrique ? EDF aurait subventionné à 50%. Même chose pour les lignes téléphoniques et fourreaux des câbles optiques nécessaires à l'internet très haut débit et aux technologies à venir. On a préféré faire vite dans une perspective électorale. On recreusera plus tard...

Reste l'affaire de l'éclairage public, sans doute la plus scandaleuse de toutes. J'étais, en 1984, premier adjoint de notre commune. Et je me souviens encore du choix de la municipalité en matière de luminaires, notamment dans la ZAC Belle-Croix. Les mâts avaient été choisis pour une durée de vie minimum de cinquante ans (les luminaires pouvant être facilement remplacés). Or, trente ans avant l'échéance, M. Le Maire décide seul de procéder au remplacement de tous nos lampadaires. Pourquoi une telle hâte à dépenser l'argent public quand aucun impératif technique ne le justifie ? Qu'est-ce qui se cache derrière ce marché abracadabrantesque de l'éclairage public ?

JACQUES NEDEL, GROUPE «TRANSPARENCE ET DÉMOCRATIE»

## Faites ce que je dis, ne dites pas ce que je fais...

«On ne naît pas citoyen, on le devient». C'est par cette forte phrase que le bulletin municipal lançait, fin mars, l'opération «Ozoir Citoyenneté Jeunesse».

Et le journal d'ajouter: «Les adolescents apprennent qu'ils ne peuvent accéder à leurs droits que dans le respect des règles de vie en société».

Nos jeunes adolescents doivent s'en convaincre : les adultes qui leur font ainsi la leçon sont forcément au dessus de tout soupçon.

Dans ce même journal («Ozoir Magazine»), une page devrait être réservée depuis plus de quatre ans aux élus des groupes d'opposition qui, rappelons-le, représentent 54% des électeurs ayant voté lors des dernières municipales. C'est la loi. Et s'il est du devoir des adolescents de la respecter, cela doit valoir aussi pour les adultes. Or, à Ozoir, la loi n'est respectée que quand cela n'ennuie pas trop M. le maire...

Au bout de quatre années de procédure, le Tribunal de Melun a finit par lui donner tort. C'était le 5 décembre 2005, En dépit de cette condamnation, rien n'a changé.

Respecter une décision de justice est-il un devoir? C'est en tout cas ce que semblent penser ces Ozoiriens qui, à l'appel de l'un d'entre eux, ont décidé de renvoyer leur bulletin municipal en mairie tant que la loi n'y sera pas respectée (voir page 6).

RICOCHETS

Bien entendu, «Ricochets» continuera à donner la parole à celles et ceux qui sont les victimes de la censure imposée dans cette démocrate locale à géométrie variable qui est la nôtre.

#### point de vue

# pouvoir discrétionnaire

Le vote des subventions accordées par la Municipalité aux associations laisse un goût amer. Certes la Ville y consacre plus d'un million d'euros. Mais la répartition fait problème. Un exemple...

Depuis l'éclatement de la VSOP la dotation globale a augmenté de 61%, mais les deux mille adhérents de la VSOP sont à la portion congrue de quarante euros par adhérent au lieu des soixante des années antérieures. Il est aisé de deviner à qui bénéficient et cette réduction et l'augmentation globale de la subvention. Lors du Conseil municipal, interrogeant M. Le Maire sur cette formidable augmentation de certains et cette restriction pour d'autres, j'eus pour réponse trois arguments

1. Les associations sportives sorties de la VSOP n'avaient eu l'an dernier qu'une demi-subvention (juillet-décembre) donc c'est légitime de la doubler.

2. La VSOP reçoit la même chose que l'an dernier.

3. La VSOP a un trésor de guerre. Cet argument avait été utilisé l'an dernier pour justifier le non versement du second semestre de subventions.

Je vous laisse juges.

Pour ma part, je mis quelques secondes à soupeser ces réponses. Court instant dont profita M. le Maire pour faire passer la mise aux voix. Le vote s'est ainsi trouvé acquis à l'unanimité avant qu'aucun de nous n'ait réagi. J'en suis bien marrie, mais j'avais dit ce que je pensais de cette «portion congrue» laissée à la VSOP.

Cette attribution de subventions est un acte hautement politique, et les choix, sommes ou refus, n'ont pas à être justifiés auprès des demandeurs. Mais le Conseil est appeler à voter sur des sommes importantes. Cette façon de voter globalement, avec pour seule justification une liste des associations avec un chiffre en face (pas même une comparaison avec les années n-1, comme dans tout budget) ne permet pas l'exercice d'un vote éclairé.

Deux autres exemples illustrent ces choix : - la subvention aux écoles maternelle et primaire Sainte-Thérèse (171.318 € au total) a augmenté de 56 %. Les raisons ? Elles seraient triples se-Ion M. le Maire : l'augmentation du coût d'un élève dans le secteur public (notre subvention y est liée et ne peut dépasser ce plafond); l'augmentation des effectifs d'enfants ozoiriens; le changement de contrat avec l'Etat (dont on nous avait dit que l'influence serait minime). En réalité l'estimation du coût d'un élève dans le service public a été recalculée et se trouve en baisse très nette, mais le changement de contrat de l'Ecole Sainte-Thérèse nous oblige à subventionner à hauteur de 100% de ce coût, au lieu des 50% que nous versions avant. Voilà l'explication réelle. Pourquoi ne pas le dire ? - la disparition de la subvention à l'association qui prend le relais de l'antenne ozoirienne du Secours Populaire. Ils demandaient 500 ou 1000 € pour aider un projet qui concerne également des enfants d'Ozoir, moins favorisés il est vrai.

Je sais : il y a des rapprochements indécents...

6

MONIQUE BELLAS PRÉSIDENTE DES ÉLUS UPA

# écolo prévisions

Lors des élections municipales qui se dérouleront au printemps 2008, les Ozoiriens devront se prononcer, pour six ans, sur l'avenir de leur commune. Or, le monde risque de changer radicalement durant cette période...

Depuis 2001, année où l'actuelle équipe municipale a été élue, le prix du pétrole a doublé. Il n'est pas exclu qu'à l'issue de la prochaine mandature ce prix ait été multiplié par 5 voire par 10. Quand au processus de réchauffement climatique il n'aura fait qu'empirer puisque la hausse du pétrole aura été compensée par un recours massif, non pas aux biocarburants ou au nucléaire, mais au charbon qui est encore plus polluant.

Le nucléaire, trop long à construire et trop cher, n'aura pas pu prendre le relais. Quant aux biocarburants, ils montreront leurs limites : efficacité énergétique moindre, concurrence entre production énergétique et production alimentaire, émission de gaz à effet de serre, etc.

Tout cela, nos dirigeants politiques le savent mais ils n'en parlent presque jamais. Ils préfèrent s'en remettre au

#### point de vue

progrès scientifique et technique plutôt que de faire face. La crise du pétrole, c'est donc pour bientôt...

Elle portera un coup très dur à nos économies et à la stabilité du monde. Elle se doublera du péril climatique et d'une dégradation inquiétante des écosystèmes un peu partout dans le monde.

Il existe, certes, des solutions techniques, mais elles impliquent obligatoirement de changer nos modes de vies. C'est pourquoi nous devons dès à présent nous y préparer.

Certains parmi vous ont déjà sauté le pas et modifié leurs habitudes.

Ils refusent les sacs en plastique et utilisent des cabas, préférent les produits bios, etc. D'autres ont installé un chauffage solaire, opté pour une voiture GPL, utilisent des matériaux écologiques pour leur maison...

Ne gardez pas vos expériences pour vous, venez les partagez avec nous pour qu'ensemble, il soit possible de faire mieux et plus dans la bonne direction

> Loïc Griveau Mieux Vivre à Ozoir

Tél.: 06 14 86 28 15 loic.griveau@libertysurf.fr Evolution du prix du pétrole sur le site du Sénat: http://www.senat.fr/rap/r05-105/r05-1051. html#foc28



# un petit bois bien propre

vie locale



Le petit bois situé derrière l'école Gruet est provisoirement nettoyé des immondices qui le polluaient. Quelques enfants et leurs parents (sous la conduite d'Alain Audouy, enseignant dans la dite école) l'ont nettoyé début mai. Bilan de l'opération: un canapé, un évier, un lavabo, des batteries, des moquettes, un cadre de mobylette, pas mal de morceaux de plastique... bref toutes ces choses dont les janfoutres - il y en a partout - se débarassent sans états d'âme. Mais foin des jérémiades puisque les enseignants de Gruet ont choisi le développement durable comme thème de leur projet d'école. « L'objectif est de former des écocitoyens», résume Alain Audouy. Pour atteindre ce but, les forestiers juniors ont été sollicités. Travaillant pour

l'Agence des Espaces Verts, ils délivrent leur savoir qui est grand et les enfants apprennent beaucoup de choses utiles: reconnaître les traces d'animaux, découvrir la faune des lieux humides, apprendre les temps de décomposition des objets abandonnés dans la nature... C'est ainsi qu'une conscience écologiste naît et se transmet. Car, quand ils rentrent à la maison, les enfants ne se privent pas de faire la leçon aux adultes : parents, frères et sœurs, amis, voisins... tout le monde y passe. Ils ont même organisé une campagne de sensibilisation avec distribution de tracts dans les boîtes à lettres. Alors, même s'il reste encore dans le bois quelques tuiles et gravats à proximité de certaines maisons, tout n'est peut être pas perdu.

## histoire de trottoirs

Enfin des trottoirs avenue de la Clairière et avenue Mellerio. Bon, d'accord, par endroits pour se croiser ce sera un peu difficile. Pour le facteur aussi. Et si vous avez une poussette ou un fauteuil roulant, n'y comptez pas: faites comme au paravant, circulez sur la chaussée en ouvrant l'œil. Parce que maintenant que c'est en sens unique, c'est la voie royale pour la vitesse. Comme d'habitude... En 2006, nous en sommes toujours à ne pas savoir faire une chose aussi basique : des trottoirs accessibles à tous, détail qui contribue pourtant à la douceur de vivre..



Voilà comment on gaspille l'argent du contribuable alors que n'importe quel quidam muni d'une calculette de poche serait en mesure de réaliser ce travail correctement tout en permettant au camion-benne de passer. Le camion-benne! Ce fut en effet l'argument des services compétents, alertés dès le début sur l'aberration qui se préparait. «On ne peut pas faire mieux. Vous imaginez bien, c'est pensé tout ca», m'a-t-il été répondu. Ah bon? Une largeur maximum d'un mètre, des passages avec poteaux électriques qui laissent un espace de 58 cm, bref, des trottoirs qui ne servent à rien, c'est pensé! J'affirme qu'on pouvait faire mieux et j'en apporte la preuve.

La photo n° 1 a été prise avenue Mellerio à Ozoir : largeur totale de la rue 10 m, trottoirs de 0,80 m et 1,30 m mais avec des passages de 0,40 m à certains endroits. La photo n° 2 a été prise à Alfortville, commune où j'ai des amis à qui il m'arrive de rendre visite. Largeur totale de la rue 10 m, trottoirs de 1,25 m et 1,35 m.

CHRISTIANE LAURENT



## les tribulations de la

Résidence

#### (suite de la première page)

maintenir à Ozoir une Maison d'accueil pour les Anciens? Oui, ont répondu les élus à l'unanimité. À condition de s'en donner les moyens ont toutefois prévenu ceux de l'opposition. Pour cela, le bâtiment doit être restructuré en vue d'une mise aux normes d'un Etablissement Hospitalier pour Adultes Dépendants (EHPAD). Le dossier monté par l'AFTAM prétendait que c'était possible et en évaluait le coût à environ trois millions d'euros.

La Ville d'Ozoir vient donc de reprendre la gestion au quotidien de la Résidence et une nouvelle directrice a été nommée. Reste à présenter un dossier solide de projet de médicalisation afin de bénéficier des aides à la médicalisation.

Le budget présenté au Conseil municipal le 9 avril, en équilibre, ne tient pas compte du loyer dû au propriétaire du bâtiment (300.000 € par an). Tout va donc dépendre de la solution juridique qui sera trouvée pour résilier ce bail et récupérer la propriété du bâtiment.

#### Vers la médicalisation

Actuellement moins du tiers des logements est occupé. C'est presque une chance, car cela facilitera la transformation en EHPAD. Evolution favorisée par le Département qui a donné un avis prioritaire afin qu'Ozoir bénéficie des indispensables subventions. Peut-on



faire vite, après tant de lenteur?

Pour Monique Bellas, chef de file de l'opposition de gauche, «cette Résidence a toujours été source de soucis et la Ville n'a cessé d'éponger un passif qui commence à peser lourd. Elle doit aujourd'hui continuer dans la même ligne tout en trouvant le moyen de sortir de cette spirale déficitaire. La médicalisation nous a toujours paru être l'issue positive correspondant à l'évolution des besoins».

Les élus de l'opposition nuancent donc de quelques réserves l'avis favorable donné à la poursuite de l'activité. Pour eux, la gestion directe, par la Ville, doit être aussi brève que possible. Ils insistent pour que le relais soit rapidement passé à un établissement public autonome ou à un gestionnaire associatif du type AFTAM. Surtout pas à un partenaire privé

car, dans cette hypothèse, toute possibilité d'aide publique serait perdue.

Faut-il conserver des chambres et studios en foyer-résidence ? Ne serait-il pas préférable de tout transformer ? Sur ce point, les avis sont partagés. Pour le moment, la présence de résidents justifie le maintien d'une vingtaine de chambres. Médicaliser deux niveaux sur trois? C'est l'option la plus probable. Les études de marché et de faisabilité devront rapidement conforter ou infirmer ce choix.

BÉATRICE DEMANGE

(1) En 1986, la Société d'HLM de la Préfecture de Police de Paris (devenue «Espace Habitat»), obtenait un bail à construction de 55 ans. La résiliation du bail pour motif d'intérêt général est le moyen permettant de reprendre la main face à Espace Habitat qui s'écarte des objectifs initiaux.

#### boîtes à lettres

Un article paru dans un précédent numéro de «Ricochets» pourrait avoir prochainement un effet bénéfique. Nous nous étions en effet étonnés de ce que les boîtes à lettres de la Poste n'étaient pas accessibles aux personnes à mobilité réduite. Etonnement d'autant plus fort que la Poste, justement, venait d'effectuer des travaux. Le bon sens aurait voulu que l'on profitât de cette opportunité pour offrir ce service vraiment minimum aux handicapés. Nous avons été entendus. D'ici quelques mois des boîtes à lettres devraient être installées de manière à ce que les personnes en fauteuil puissent enfin déposer leurs plis sans aucun souci. Affaire à suivre...

barres à mine, bêches, burins, ciseaux à brique, poinçons, pioches

## LA TAILLANDERIE

8, rue Lavoisier - BP 71 Z.I. d'Ozoir-la-Ferrière

01 60 02 94 60

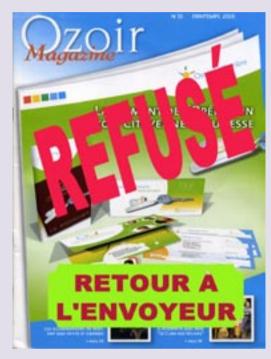


## vie locale

## retour à l'envoyeur

Un habitant du quartier de la Doutre, M. Claude Guyot, s'est mis en colère lorsqu'il a constaté que M. Oneto refusait toujours de donner la parole aux élus minoritaires dans le dernier numero d'Ozoir Magazine. Il a donc renvoyé ce magazine à son expéditeur, assorti d'une lettre explicative.

«Je ne veux plus recevoir ce journal tant qu'il sera dans l'illégalité, nous a-t-il déclaré pour expliquer son attitude. M. Oneto incite les jeunes de la commune à faire preuve de civisme. Qu'est-ce que ce mot peut bien signifier dans la bouche d'un homme qui fait fi des règles élémentaires de la démocratie?» (1)



N'ayant reçu aucune réponse, M. Guyot, aidé par des amis, a distribué un tract dans quelques boîtes aux lettres d'Ozoir incitant d'autres Ozoiriens à agir comme lui. Certains, quelques dizaines, l'ont suivi. «C'est un premier avertissement, affirme aujourd'hui M. Guyot. Si le maire persiste dans son attitude de refus, nous demanderons à tous nos concitoyens de renvoyer «Ozoir Magazine» comme nous l'avons fait. On verra alors s'il y a des gens prêts à se mouiller un peu pour défendre la démocratie dans cette commune». L'engagement citoyen des électeurs? Voilà (peutêtre) un langage que M. le maire, si soucieux de sa réélection, peut comprendre...

(1) Le 5 décembre 2005, le Tribunal de Melun condamnait la commune d'Ozoir à appliquer la loi de février 2002 qui prévoit une libre expression des élus minoritaires dans tous les journaux municipaux des communes de France. Convaincu du mauvais vouloir du maire, il assortissait ce jugement d'une astreinte de 150 € par jour de retard.

# grogne ou réveil citoyen?

Pétition en faveur de l'achat du château par la commune, pétition contre la construction de l'immeuble du marché, renvoi du journal municipal en mairie, interrogations à propos des nouveaux lampadaires et panneaux d'affichage... des ozoiriens marquent, en ce printemps 2006, leur désaccord avec certaines décisions du maire. Même la réfection des trottoirs ne semble pas emporter l'adhésion de tous. Retour sur ces quelques dossiers brûlants...

## l'immeuble du marché

Amputée d'un tiers, la place du marché voit se dresser un immeuble «France Pierre» dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'est pas du goût des commerçants. Ni de leurs clients...



Le premier projet d'aménagement de la place du marché (projet du promoteur Dominique Lebreton photo 1) comportait des maisons de ville et un petit immeuble. Les opposants à toute construction étant nombreux, la municipalité fit mine de reculer en offrant une seconde possibilité d'aménagement, purement paysagère. Confiants, les habitants plébiscitèrent à une très forte majorité la solution paysagère. Qu'advint-il? Le dossier sur lequel figuraient leurs avis disparut. «Égaré», affirma-t-on en mairie. Après quoi, la construction de l'immeuble fut confiée à France Pierre... Il y a loin du projet initial à ce qui est en

train de sortir de terre (photo 2).



pas contents, mais alors pas contents du tout les commerçants du marché. Le futur immeuble du promoteur immobilier «France Pierre» leur reste en travers de la gorge. «C'est la mort programmée du marché d'Ozoir», affirment-ils désabusés.

Pourtant, ils avaient été avertis en temps et en heure les commerçants du marché : il y a deux ans, des opposants les invitaient à signer une pétition contre ce projet qui menaçait. «On pouvait encore le contrer, se souvient madame Bellas, élue de l'opposition. Nous avions obtenu les signatures de la quasi totalité des commerçants, mais le maire les avait invités à une réunion et certains s'étaient laissé convaincre par ses engagements. Aujourd'hui, il est trop tard pour réagir. Le mal est fait».

«Nous avons lancé une pétition qui a recueilli plus de deux mille signatures de nos clients», souligne un boucher cherchant à se rassurer. «Nous savons en effet que la diminution de la surface réservée aux commerces volants entraînerait une diminution de la fréquentation». «J'ai bien peur que le maire se fiche de notre pétition», lui répond un voisin..

#### problèmes de stationnement

Ce que l'on craint avant tout derrière les étalages, ce sont les difficultés de stationnement. «La décision de construire ce trop grand immeuble est déjà idiote, mais rendre piétonne la place des Sports est une absurdité supplémentaire», me glisse-t-on discrètement à l'oreille de peur d'être entendu. «Le résultat sera peut être esthétique, mais on aurait pu, en réfléchissant un peu, concilier esthétisme et pragmatisme. Ce projet a été mal pensé». Pour contrer cette grogne, le maire s'efforce de rassurer. «Il s'est engagé à trouver des places de stationnement», affirme la présidente de l'association des commerçants du marché. «Tu parles!, il a planté un écriteau recensant l'ensemble des parkings à trois kilomètres alentours», ironise l'un de ses collègues. «Il a oublié d'indiquer le parking de la place de la Concorde», renchérit un autre.

Pourtant, le bruit court qu'un parking d'une cinquantaine de places pourrait bien être ouvert à proximité du collège Gérard Philipe. Beaucoup se montrent perplexes. «C'est trop loin», estiment-ils.

Du côté des «commerces volants», les mots sont encore plus crus. «Nous on est des putes, on travaille sur le goudron les pieds dans la

flotte. Et on donne sa part à notre maguereau. Seulement aujourd'hui, notre maquereau, au lieu de nous protèger, il nous demande de couper nos stands en deux. Mais si je coupe mes huit mètres en deux, c'est la moitié de mon chiffre d'affaire qui disparaît. Et mon parapluie que j'ai payé 3.000 francs, je le coupe en deux?».

#### sois belle et tais-toi

Retour à l'abri du marché couvert où l'une des vendeuses ne décolère pas : «J'ai investi ici soixante mille francs et, cinq ans plus tard, on me fait sauter la moitié du marché; c'est pas se moquer du monde ça? J'ai dit au maire "si vous m'aviez fait part de vos projets, je partais d'ici monsieur". Vous savez ce qu'il m'a répondu? "Ah! Vous êtes toujours aussi belle". Je préfère ne pas faire de commentaires».

ISABELLE MONIN SOULIÉ

Le panneau installé par la mairie sur la place du marché traduit, selon les opposants, le manque de réflexion qui a accompagné le projet d'implantation d'un immeuble. Selon eux, il n'a été tenu compte à aucun moment des difficultés de stationnement que ce nouvel édifice allait provoquer.



En 1999, une pétition hostile à toute construction d'immeuble sur la place du Marché récoltait près de 3500 signatures. Elle avait l'appui de M. Oneto alors élu de l'opposition. Six ans plus tard, le même bomme vend un terrain (propriété de la commune) au promoteur «France Pierre» afin qu'il réalise un bâtiment qui ampute la place d'un tiers et va provoquer de sérieux soucis de stationnement.



## vie locale

## le château et son parc ne sont pas encore vendus



D'un côté, il y a ces panneaux de permis de construire affichés sur le mur ceinturant le domaine du château de la Doutre et ceux, plus récents, fixés sur une porte extérieure de l'école privée Sainte-Thérèse.

D'un autre côté, il y a cette «Lettre ouverte au maire d'Ozoir», distribuée par le «Collectif de défense du château et de son parc», demandant à la ville d'acheter le domaine. Cette apparente contradiction rend les Ozoiriens dubitatifs. Si France Pierre s'apprête à construire soixante-huit logements à l'emplacement de l'actuelle école primaire, c'est bien la preuve que celle-ci va déménager dans le parc du château, se disent-ils logiquement.

C'est oublier qu'il arrive aux maires de délivrer des permis de construire parfaitement illégaux... et que la loi accorde à chaque citoyen la possibilité de contester un permis. C'est ce qu'on appelle le recours des tiers. (1)

Y a-t-il eu des recours contre les nouveaux

Une pétition circule en ville qui demande au maire d'Ozoir de prendre toutes les mesures afin que la commune se porte acquéreur du château de la Doutre et de son parc. Elle a recueilli plus d'un millier de signatures en moins de quinze jours...

permis de construire d'Ozoir? La réponse est oui. Autant dire que l'affaire du château, ouverte il y a trois ans, n'est pas réglée. Elle entre dans sa phase judiciaire, les tribunaux étant maintenant appelés à trancher.

#### un ami qui exige des garanties

Pourquoi, dans ces conditions, cette hâte à afficher deux permis sur la porte de l'actuelle école Sainte-Thérèse au cœur du vieux pays? Ne risque-t-on pas d'éveiller ainsi la suspicion des Ozoiriens? Si France Pierre obtient le permis construire à cet endroit, vont-ils penser, c'est qu'il y a peut-être un lien entre ce promoteur et l'affaire du château.

En fait, cet affichage présente l'avantage, pour les promoteurs de l'opération du château d'affirmer leur certitude d'aboutir. Accessoirement, cela peut décourager les éventuels opposants (ce qui, au vu de la «Lettre ouverte», ne semble pas être le cas).

Peut-être y a-t-il aussi une explication complémentaire. La construction de la future école Sainte-Thérèse, si elle devait se réaliser dans le parc du château, coûterait au bas mot douze millions d'euros. M. Bouthemy, le directeur du campus, n'a pas cette somme (s'il conteste ce point de vue et souhaite expliquer son montage financier, nous sommes tout-à-fait disposés à l'interviewer). Emprunter? C'est indispensable mais insuffisant car les mensualités seraient vraiment trop lourdes. Alors?

Alors il convient de trouver un généreux partenaire. Or, quel hasard, on en a justement un, là, sous la main : France Pierre.

Las, l'entrepreneur est un ami, certes, mais pas un philantrope : il lui faut des garanties. Garantie, par exemple, que c'est bien lui qui construira des logements sur les terrains libérés de l'ancienne école Sainte-Thérèse. D'où l'affichage des panneaux en centre ville.

Ils apportent la preuve, sous des dehors modestes, qu'Ozoir est en passe de devenir la chasse gardée de M. de Sousa, pdg de France Pierre et grand ami du maire d'Ozoir qui prétend ne pas le connaître.

A propos, le procès en appel de M. Oneto contre M. Lebreton (qui l'avait accusé d'avoir passé ses vacances en compagnie de M. de Sousa) s'est déroulé courant mai. Nous aurons certainement l'occasion d'en reparler à la rentrée. Car tout se tient...

JEAN-LOUIS SOULIÉ (1) Rappelons qu'en décembre 2003, M. le maire d'Ozoir fut contraint par M. le Préfet de retirer les deux permis de construire accordés dans le parc du château. Ceux-ci étaient en effet parfaitement illégaux.

d'utiliser son bien pour y installer une usine de

traitement d'ordures ménagères. Il en fut même

quelque peu fâché ayant en tête d'autres pro-

jets pour son terrain. Après enquête, M. Dupont

découvrit que l'homme à l'origine de cette situa-

tion étonnante, était l'un de ses propres amis

avec lequel il était en affaires. Ce dernier avait

pris cette initiative pour rendre service au maire

d'Ozoir dont il partage les opinions politiques... Drôle d'entourloupe que celle qui consiste à proposer un terrain qui ne vous appartient pas.

Le maire d'Ozoir, qui n'a pu se laisser abuser,

a dû penser que ce montage providentiel était assez crédible pour convaincre M. le Préfet

qu'il avait une solution de rechange. Un Préfet

qui doit décider si les travaux de la future usine

peuvent commencer au pont de Belle-Croix.

«L'objectif de cette rocambolesque proposition

un danger», plaident les supporters du maire.

«Faux! II a, dans un tract diffusé sur toute la ville, déclaré que cette usine ne présentait

aucun danger», peut-on facilement leur rétorquer. Mais si tel est son point de vue, pourquoi

M. Oneto a-t-il refusé le permis de construire en décembre dernier? C'est la question que l'on

est en droit de se poser.

est de retarder le dossier», dit-on au Sietom. «M. Oneto estime que la future usine présente

#### panneaux

Attentifs ou curieux, beaucoup d'Ozoiriens s'interrogent sur le changement complet du mobilier urbain auquel se livre la municipalité depuis quelques mois. «Nouveaux panneaux d'affichage, nouveaux abris-bus... tout cela était-il indispensable?», nous écrit l'un d'eux. À ses yeux, les panneaux qui ont été remplacés n'étaient pas encore frappés par la limite d'âge et, en certains endroits comme la place de l'Eglise, ils s'intégraient mieux dans le paysage que ne le font les nouveaux venus, d'un style plus moderne. Après avoir longtemps réfléchi, notre lecteur

pense avoir trouvé une explication...



## **lampadaires**

Pourquoi renouvelle-t-on des lampadaires prévus pour tenir 50 ans et qui en ont à peine 30, parfois moins...? Encore en parfait état, ils éclairaient mieux que les nouveaux installés dans certains quartiers de la ville. Dans le quartier Bréguet, d'aucuns se plaignent, par exemple, de l'existence de «zones sombres» qui, affirment-ils, n'existaient pas avec les anciens lampadaires. Connaissant bien ce type de matériel, un ozoirien nous le certifie: les nouveaux lampadaires devraient, pour éviter ce phénomène de zones sombres, être installés tous les 14 mètres. Comme ils ont été placés aux mêmes endroits que les anciens, cette distance n'est pas respectée.





Fallait-il remplacer les anciens lampadaires encore en bon état (ci-dessus) par des nouveaux (ci-dessous) qui éclairent moins bien ?



# le lopin de l'usine Belle-Croix

Un nouveau terrain pour l'usine du pont de Belle-**Croix? C'est ce que propose** la mairie d'Ozoir-la-Ferrière. Seuls problèmes : le lopin en question ne lui appartient pas, il n'est pas sur le territoire de la commune, et son propriétaire a signé une promesse de vente avec une société qui a d'autres projets.



Monsieur Dupont (appelons-le ainsi) croyait sa société propriétaire d'un terrain à Férolles-Attilly, près de l'entrée du zoo. C'est du moins ce qu'il avait compris le jour où l'ancien propriétaire terrien à qui le lopin appartenait jusque là avait signé avec lui une promesse de vente. Aussi M. Dupont fut-il un peu étonné d'apprendre que le maire d'Ozoir proposait

**Bulletin d'abonnement** à retourner à «Paroles d'Ozoir», 6, rue Jules Renard - 77330 Ozoir-la-Ferrière NOM: Prénom: Tel.: ...... Adresse internet (e-mail): ..... Adresse:

Je joins un chèque de ...... euros à l'ordre de l'association «Paroles d'Ozoir».

Date: Signature:

Je prends un abonnement à Ricochets : 20 € pour 10 numéros.

Je prends un abonnement de soutien : 25 € et plus pour 10 numéros.

J.-L. Soulié

Généalogie

## à la recherche de nos racines

La recherche généalogique est un passetemps à la mode. Des clubs se créent, des échanges se font. Les archives de la ville mettent les nouvelles technologies au service d'enquêtes passionnantes... Dans un monde qui tend à se déshumaniser, il est bon de savoir de quelle branche d'une longue histoire familiale on est le fruit.



écrivains locaux

Deux Ozoiriennes ont récemment connu la consécration. La première, Vera Boccadoro, est cette ancienne chorégraphe du Bolchoï dont «Ricochets» avait conté la vie dans son numero 4 de février 2002. Nous écrivions à l'époque : « À quoi peut songer une grande dame ayant connu tous les honneurs? À cette aventure que fut sa vie et à la satisfaction qu'elle peut légitimement en tirer? À ses mémoires qu'elle aimerait publier?... Eh bien c'est fait: madame Boccadoro a écrit ses mémoires et le livre s'intitule «Pointes à la ligne». Elle en assurait la promotion le 1er avril dernier à l'«Espace Temps». Le directeur de ce magasin culturel ozoirien reconnaissait ce jour là que «Pointes à la ligne» avait réalisé les meilleures ventes... derrière Harry Potter.



L'autre Ozoirienne en vogue est Josiane Kruger. «Lorsque Josiane Kruger écrit, ce n'est jamais anodin. Ses lecteurs en reçoivent à chaque fois un coup à l'âme» écrivions-nous en octobre 2002.

Quatre ans plus tard Josianne, dont le livre autobiographique «Les embryons de guerre» connut localement un joli succès, passe la surmultipliée. Son combat en faveur des enfants nés de parents français et allemands durant la seconde guerre mondiale lui vaut d'être courtisée par tous les journaux, radios et télévisions. Du coup son livre a trouvé un nouvel éditeur. Il sortira à la rentrée. Nous en reparlerons.



C'est en travaillant en mairie, au service de l'état civil, qu'Annick Hervé s'est prise de passion pour la généalogie. Cela dure depuis vingt cinq ans. « On commence par curiosité, pour connaître ses origines et çà ne vous lâche plus », dit-elle. Au cours de sa dernière recherche, elle est remontée jusqu'en 1640. Il lui a fallu six mois pour arriver à la onzième génération. Voici des années, en reconstituant l'arbre de son mari, elle avait réussi à découvrir trois cents cousins en Bretagne et à les rencontrer à l'occasion d'une grande cousinade, comme disent les généalogistes.

Ces véritables enquêtes font voyager dans

le temps et découvrir de détails de la vie des gens. Car la généalogie ce n'est pas qu'un alignement de noms et de dates. On découvre de vieux métiers tels que perruquier (coiffeur et fabricant de perruquier), sabotier, rentier ou perceur de navire (celui qui, en Gironde, perçait les trous dans le bois pour y enfoncer les pièces assemblant d'autres pièces de bois). On se prend au jeu, on cherche les significations et on apprend beaucoup de choses, comme l'évolution de l'âge du mariage au fil des époques. On se met à la paléographie pour déchiffrer les écritures des actes anciens. Le déchiffrage de certains actes est ardu.

Passé ce délai, les archives municipales et départementales prennent le relais jusqu'en 1792, date de la création de l'état civil. Ensuite il faudra vous tourner vers les registres paroissiaux, les archives de l'Évêché, propriété de l'Église, qui remontent jusqu'en 1640, ou encore les archives notariales. Il faut savoir aussi que certaines communes, comme Coubert, tenaient un registre de population pouvant apporter des informations précieuses, et que les registres protestants remontent encore un siècle

en avant.
« Surtout, recommande notre généalogiste, il faut travailler branche par branche, ne jamais faire deux branches en même temps. Prendre garde à ne pas partir sur une fausse piste due aux similitudes de noms, de prénoms et travailler en donnant des numéros aux ascendants : pairs pour les masculins impairs pour les féminins .» C L

Le service des Archives de la mairie d'Ozoir dispose d'un lecteur-reproducteur de micro-fiches. Il fait le bonheur des généalogistes depuis maintenant dix ans. On peut y consulter les fiches d'Etat civil de la commune de 1616 à nos jours.

Entrer dans une écriture est parfois très difficile: il faut connaître quelques clés. On apprend aussi à jongler avec les correspondances des calendriers républicains et grégoriens. On découvre aussi des expressions pittoresques comme *engoncée* par son patron.

La généalogie c'est en outre la convivialité: les clubs se multiplient et leurs membres mettent en commun les résultats de leurs recherches.

#### Un service efficace

Aux archives de la mairie d'Ozoir, un lecteur-reproducteur de micro-fiches fait le bonheur des généalogistes depuis maintenant dix ans. On peut y consulter les fiches d'état civil de la commune de 1616 à nos jours\*. C'est à Irène Para, responsable de ce service, que les Ozoiriens doivent de pouvoir remonter aussi loin dans le temps. Elle a acquis des fiches établies par les Mormons...

Vous n'êtes pas d'origine briarde? Aucune importance: vous pouvez vous faire envoyer les micro-fiches des archives départementales qui vous intéressent et les consulter sur cette machine. Vous pouvez les reproduire (moyennant finances) et éviter ainsi de longs et coûteux déplacements. Ce service mis à la disposition du public sur rendez-vous est de plus en plus prisé. En dix ans, le nombre de consultants a triplé. «Les gens reviennent régulièrement, ils me parlent de leurs ancêtres, me tiennent au courant de leurs recherches», s'amuse Irène Para. «Un hasard extraordinaire m'a permis de mettre en contact deux personnes qui ne se connaissaient pas et qui travaillaient sur la même branche : elles étaient de la même famille! ».

CHRISTIANE LAURENT

\* Pour les demandes d'actes antérieures à cent ans, il faut justifier sa filiation.

Service des Archives : 18, rue Maurice Chevalier. Tel. : 01 60 02 72 77. Salle ouverte au public du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Prendre rendez-vous pour la consultation des archives d'état civil.

# Comment faire son arbre généalogique?

L'aventure commence par un acte

d'état civil (naissance, mariage ou décès ). Celui de votre grand-père paternel par exemple, que vous demanderez dans la mairie concernée\*. « Attention ! précise Annick. Il faut toujours demander les copies intégrales car elles comportent les mentions marginales qui sont une source très importante d'informations .» A partir de 1880 on trouve sur les actes d'état civil bon nombre de détails plus ou moins fouillés suivant les communes. Si vous ne tombez pas sur un enfant naturel vous ne devriez pas avoir trop de problèmes pendant le premier siècle.

Laissez-vous guider
vers la technologie

FLEXIBLES Ame : PTFE

Tresses: INOX, KYNAR®, NOMEX®, KEVLAR • Convolutés & extrudés • Extrolutés

Raccords: STANDARDS & SPECIAUX DN: 3 à 100mm • PN: 10 à 660 bars Température: -73° à +260°C



B.P. 73 - 77833 OZOIR-LA-FERRIERE CEDEX Tél.: 01 60 18 52 00 - Fax: 01 64 40 23 37

## sports

Le 25 Mai dernier, comme tous les ans, la section athlétisme de la VSOP invitait les joggers et athlètes à sa course verte de l'Ascension. Les dirigeants, créateurs de la section athlétisme, Charles Schaller et Louis Graffard sont dans l'impossibilité de se rappeler en quelle année ils ont choisi le jour de l'Ascension pour la première organisation de leur course sur route. Dès le début, ils y invitaient tous les

Ozoiriens, d'où le nom alors choisi pour cette compétition: « Tout Ozoir court ». Cela fait plus de vingt ans, à coup sûr...

es premières années, il s'agissait d'un parcours tracé dans les rues du vieux village, passant - notamment - place de l'Eglise et rue de Palaisot. Très vite, la ville se développant, ce circuit devint impossible. Il fallut donc se tourner vers la forêt, départ et arrivée au stade des Trois Sapins tout neuf. Les participants appréciaient la partie du parcours en forêt, et un peu moins le long trajet aller et retour qui le séparaît du stade. Les responsables cherchèrent alors une solution « tout forêt ». Ils l'ont trouvée voici deux ans.

Il ne s'agit plus d'une course sur route, mais d'un parcours entièrement boisé, empruntant routes de forêt, sentiers et chemins. Ce type

expérience

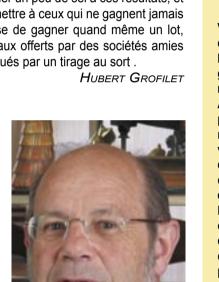
l'Ascension verte des athlètes

de courses se multiplie et rencontre de plus en plus d'amateurs. Il porte un nom : les « courses vertes ». Alors, adieu à « Tout Ozoir court » et bonjour à l' « Ascension Verte ». Désormais le départ a lieu juste derrière la gare et l'arrivée sur le petit parking de cette gare, libre de tous véhicules un jeudi férié. Les inscriptions et la remise des résultats et récompenses sont effectuées dans la grande salle Beaudelet.

Jamais les dirigeants du club n'ont cherché à faire de leur course une compétition réservée aux grands champions (leur budget ne leur aurait pas permis de gros prix en espèces ni de primes d'engagement). Cette

Ascension verte, comme Tout Ozoir court, est une invitation aux amateurs de course à pieds, athlètes licenciés mais aussi à tous les Ozoiriens qui les samedis et dimanches se dépensent dans les allées forestières.

Des prix ? Oui bien sûr. Chaque coureur qui passe la ligne d'arrivée reçoit un cadeau (cette année un tee-shirt). Les premiers sont en outre récompensés par une coupe. Mais pour donner un peu de sel à ces résultats, et pour permettre à ceux qui ne gagnent jamais une course de gagner quand même un lot, des cadeaux offerts par des sociétés amies sont attribués par un tirage au sort.



Habitant d'Ozoir, **Hubert Petit** est Président de l'Entente Marne-la-Vallée

judo.

## pour satisfaire l'élite et la masse des sportifs

Quel président de club, quel entraîneur, n'a eu un jour le cœur serré en voyant l'un des meilleurs éléments de sa section sportive s'envoler vers d'autres cieux faute de pouvoir pratiquer, à un niveau élevé, dans sa ville d'origine?

▶e genre de départ ne se Csoldant pas toujours par de belles réussites, la meilleure solution serait d'être en mesure de répondre localement aux aspirations des sportifs les plus doués autant qu'à celles des plus modestes. Si le territoire communal est en général trop petit pour satisfaire cette double attente, l'intercommunalité peut y prétendre. Il est en effet plus facile à

des clubs puisant dans une population de cent mille habitants d'atteindre le haut niveau, inaccessible à ceux des communes de quinze ou vingt mille âmes. C'est à partir de ce constat qu'est née, en 1998, une Entente de Marne-la-Vallée judo dont Hubert Petit, un habitant d'Ozoir, est l'actuel président. «L'Entente rassemble les judokas de divers communes qui souhaitent faire de la compétition. Chacun d'eux est licencié à l'Entente (la cotisation y est minime) mais demeure dans son club d'origine où il continue de suivre ses cours. Cela évite de vider les clubs de leurs meilleurs éléments tout en permettant à ces derniers de faire de la compétition sous les couleurs de l'Entente». Selon M. Petit, le système marche très bien et fait des émules. «Bien entendu il faut une unité de vue entre les clubs, une cohérence au niveau des cadres... mais cela ne nous pose aucun problème car chaque section de base sait que, de toute façon, sans ce montage, les jeunes désireux de faire de la compétition les auraient déjà quittés». Seul revers de la médaille : le système repose sur le bénévolat...

J.-L. Soulié

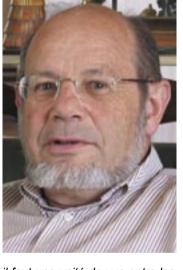
#### cuisine



Vous voulez que je vous donne ma recette de gras-double? Quelle drôle d'idée. C'est du boulot! Plus personne ne fait ça! Et puis les gens n'aiment plus beaucoup ces plats de ménage, si? Enfin, bon, si vous y tenez... Alors il faut environ un kilo deux cents de panse coupée en longueur, pas de la fraise ni des trucs comme ça. Lavez-la bien à l'eau vinaigrée, rincez, puis faites cuire environ une demi heure à l'eau salée et poivrée avec bouquet garni. Egouttez et coupez sur une planche en morceaux de quatre à cinq centimètres. Dans votre cocotte, faites frire trois beaux oignons dans un peu d'huile d'olive, ajoutez deux verres de vin blanc, un verre d'eau, quatre belles tomates épluchées (hors saison prenez une boîte de tomates concassées, ça vaudra mieux que celles qu'on vous vend dures et sans goût). Assaisonnez. Et voilà, il faut que ça cuise au moins trois heures, c'est pour ça que je dis que plus personne n'a la patience! Remuez souvent pour que le fond ne colle pas. Servez avec des pâtes, des pommes de terre, du riz, comme vous voulez...

> Propos recueillis par ISABELLE MONIN SOULIÉ

Avec une certaine impertinence, l'intervieweuse se permettrait bien de dire qu'à son goût une cuillérée de sucre brun - comme dans toute sauce à base de tomate - ferait bon effet, ainsi qu'une jolie pincée de piment d'espelette. Et elle préconiserait de servir ces délicieuses tripes comme le faisait sa maman: entourées de tranches de pain de campagne grillé frotté d'ail, avec des pommes vapeur posées directement dans la sauce. Ah! Souvenirs, souvenirs... Heureuse que je suis d'avoir une Françoise pour me rappeler ma maman!



Production de fruits et légumes biologiques week-end cueillette début septembre Magasin d'alimentation biologique: Épicerie, pain, produits laitiers... Chevry-Cossigny - Tél. 01 64 05 57 85 Ouvert du Mardi au Samedi de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h



# Une ferme bio de proximité un homme expérimenté, qui n'a pas attendu

un quelconque phénomène de mode pour produire du bon. Des pommes fruits, des légumes qui ont le goût de ce qu'ils sont et devraient être. Ses terres sont à l'abri des retombées polluantes grâce à la forêt, le hameau et une haie qui brisent les vents mauvais. Alors, derrière sa protection végétale, à l'abri d'une autre Brie industrielle, l'homme réagit suivant des critères bien définis...

#### Pas d'engrais chimiques

« Nous renonçons à l'emploi d'engrais chimiques selon des techniques alternatives de production qui sont basées sur la fertilité naturelle du sol. Nous pratiquons à l'ancienne la rotation des cultures, le choix variétal, la saisonnalité des produits, l'utilisation des engrais organiques à base de fanes et de paille. Depuis trente ans que je produis mes fruits et légumes de cette manière je sais que l'on peut se passer des engrais chimiques, mais qu'il faut en payer le prix . Accepter des baisses de rendement au profit d'une production de qualité... »

Un produit plus coûteux pour le consommateur ? « Pas s'il fait attention aux saisons », rétorque M. Frings. On retombe là dans le discours coffien. Pourquoi consommer des fraises, des tomates, des melons en hiver, alors qu'il faut faire preuve de patience et attendre que le soleil d'été leur chauffe les reins, comme les nôtres ? Contrairement à une idée recue, sachons également que les produits biologiques se conservent très bien au congélateur. Et peut-être mieux que ceux, gorgés d'eau, achetés dans le commerce traditionnel, beaux à voir dans le style tape à l'œil, mais inodores et sans saveur.

« Le commerce traditionnel, les grandes

### Les ateliers pédagogiques

- \* Du blé au pain... de la visite d'un champ de blé à la fabrication de farine; de la confection d'une pâte à pain à la dégustation de pains au levain..
- \* Jardinage: visite du potager et explication sur l'agriculture biologique, l'entretien et la récolte de légumes, les semis de graines en pots à emporter.
- \* Animation pomme: visite du verger, cueillette, fabrication et dégustation de jus de pomme.

L'encadrement des ateliers est assuré par Elodie, une animatrice qualifiée, (Tél. 06 30 53 36 85). Les animations se déroulent en demi-journée, de mars à novembre, avec possibilité de pique-niquer sur place. Le tarif est de 4,50 euros par personne pour un atelier au choix, et de 4 euros si une classe le matin et une le soir.

surfaces, sont tellement durs avec les producteurs qu'ils exigent en plus du produit luimême, que celui-ci soit beau et parfaitement calibré. Ils vendent de l'image, nous nous vendons de la qualité gustative, du goût et des oligoéléments, des fibres, riches et digestibles... ».

#### en direct

La vente se fait du producteur au consommateur, dans le magasin « Bio coop » tenu par Ana Frings (avec un seul « n »), épaulée le samedi par sa fille. Dans une ambiance sympathique, bucolique, exotique, à deux pas d'Ozoir, où certains retrouveront des souvenirs de cette France rurale où les petits paysans étaient encore de grands hommes. Avant que l'agriculture industrielle, socialement destructrice, ne les élimine pour cause de non rentabilité actionnaire parasitaire.

Faut-il pour autant jeter aux orties (un excellent engrais naturel) l'agriculture moderne ? Les grands rendements qui ont empêchés les terrifiantes famines et disettes des siècles passés ? Voilà le genre de débat que ne refuse pas Jacques Frings qui est aussi, comme tous ceux qui aiment leur métier, un pédagogue. Prêt et organisé pour recevoir des classes d'enfants, pour des ateliers dont le programme est variable selon la saison. Notre voisin fermier ne fait pas dans l'écologie

théorisante des salons parisiens, mais dans le concret : « Je m'investis pour le dévelop-

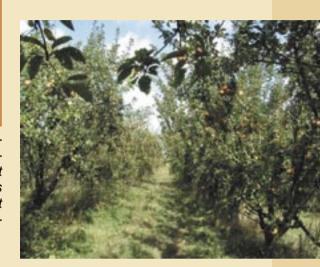
pement de la consommation des produits biologiques dans les cantines scolaires et plus particulièrement sur une filière pain-bio 100% régionale. Cette

filière : producteur blé + meunier + boulanger a assuré 200.000 repas avec du pain biologique en 2005 pour les enfants scolarisés (1). Je me tiens à votre disposition, ou suis prêt à répondre à vos lecteurs, assure cet homme aimable, pour expliquer ce qui fait la différence entre un pain industriel classique et un pain produit par la filière bio ».

commerces

Biologie... du grec bio qui signifie vie, et logos la science. Et j'ajouterai, de mon invention, le suffixe « logis ». Ce qui implique l'idée d'amener la vie à la maison dans un panier.

> PROPOS RECUEILLIS AVEC GOURMANDISE PAR JEAN-CLAUDE MORANÇAIS





(1) Pour en savoir plus sur le pain « bio d'Île de France » et tous les aspects du projet régional associé : www.bioiledefrance.fr/pain ou contacter le GAB région lle-de-France au 01 60 24 71 84

Vergers de Cossigny. Hameau de Cossigny. 77173 Chevry-Cossigny. Tél. 01 64 05 57 85. Fruits, légumes, œufs, jus de pomme. Du mardi au samedi. 10 à 12 h et 14 à 18 h.

boulanger

påtissier





Curieux mais joli nom pour ce fleuriste (le quatrième à Ozoir) qui vient d'ouvrir son magasin en face de l'école Gruet et de la boulangerie-pâtisserie Martinho: «LM les fleurs». LM pour Laurence Millet mais aussi, bien sûr, pour «elle aime».

Avec ses quelque dix années d'expérience cette charmante nouvelle venue affirme être capable de satisfaire toutes les demandes du bouquet traditionnel au plus moderne, et pour toutes les cérémonies, en ayant à cœur de s'adapter au budget de chacun. «On peut faire de jolies choses sans que ce soit obligatoirement très onéreux», assure-t-elle.





